

Un vieux serpent de mer du débat politique : légalisation ou dépénalisation du cannabis

Depuis 2012 et l'élection de François Hollande, à quatre reprises, ce vieux serpent de mer du débat politique a été relancé. Dès le mois de "joint" 2012, à peine nommée ministre du logement, l'écologiste Cécile Duflot affirme être favorable à la dépénalisation, immédiatement recadrée par Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre. L'été passe. Octobre 2012, Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale déclare que la question est posée. Matignon et l'Elysée lui coupent le sifflet. Juillet 2015, la Garde des Sceaux, Christiane Taubira affirme "qu'il n'est pas acceptable de ne pas réfléchir". Avril 2016, à un an de la présidentielle, le secrétaire d'Etat Jean-Marie Le Guen estime "à titre personnel" que "la situation ne marche pas" et que la question sera dans le débat de la prochaine élection. Mais voilà : on retrouvait déjà ceci il y a 15 ans.

C'était en 2002 et les deux candidats s'appelaient Olivier Besancenot et Noël Mamère. Lionel Jospin était pour ouvrir le débat. En fait, on pourrait même remonter au début des années 90, et systématiquement ce sont les partis politiques de gauche qui font de la dépénalisation un argument de campagne fustigeant la loi de 1970 pour son aspect répressif et son inefficacité. La victoire de Chirac en 95 stoppe cela. Dominique Voynet et Bernard Kouchner, ministres du gouvernement de la gauche plurielle tentent deux ans plus tard de relancer la chose, sans succès.

En 2003, Jean-Pierre Raffarin envisage de remplacer la peine de prison pour usage de cannabis par une contravention. Le projet de réforme est porté par Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur. Projet abandonné. Mais Nicolas Sarkozy y reviendra lors de sa première campagne présidentielle en 2007, ne faisant rien ensuite pendant son mandat puis tournant casaque en se définissant même contre dans sa campagne de 2012. Position toujours d'actualité. Dans cette primaire de la droite, il y a quelques jours, une voix a surpris les 6 autres candidats, celle de NKM

C'était la semaine dernière, avant les événements de Viry-Chatillon. Dans cette cité de la Grande Borne, on parle du trafic de cannabis qu'il fallait protéger des forces de l'ordre. Il n'en fallait pas plus pour relancer le débat sur la légalisation afin d'assécher les réseaux criminels et ce marché d'environ 1 milliard d'euros. Depuis, hormis NKM à droite, qui s'était prononcée, les candidats de gauche défilent sur les plateaux pour se prononcer pour : 2 candidats à la primaire de la gauche Benoît Hamon et Arnaud Montebourg. Plus les quatre candidat(e)s de la primaire écologiste parmi lesquels Cécile Duflot, qui avance deux raisons : la sécurité et la santé publique. En mettant en avant la comparaison avec le tabac et l'alcool.

L'intéressant, c'était moins le cas dans les années 90 et 2000, est que cette arlésienne, ce bel écran de fumée, jamais suivi d'effet, ce débat sans fin se déplace davantage, désormais, sur le terrain de la sécurité que sur celui de la santé publique.

Dr Bruno Bourgeon, Président d'AID, #NuitDebout